

## RENCONTRE CYRIA EMELIANOFF\* :

L'urbanisme durable est en gestation  
en Europe

8 En France, rares sont les élus qui s'engagent sur le développement durable urbain. Ce qui justifie, estime Cyria Emelianoff, d'aller observer ailleurs en Europe les villes dont les élus travaillent avec les habitants pour construire, pas à pas, la ville durable de demain. Ailleurs en Europe, cela signifie le plus souvent en Scandinavie et en Allemagne. Mais pas seulement, car la ville durable est aussi en gestation au sein d'un réseau de villes qui inclut le Sud.

Trois évolutions attestent qu'un courant d'« urbanisme durable » est en train d'émerger, estime Cyria Emelianoff : le rattachement de la ville à la biosphère, ou l'habitat humain à l'habitat terrestre, la remise en cause de l'urbanisme moderne hérité du Corbusier et la requalification de la ville comme lieu où il fait bon vivre.<sup>1</sup> Ce mouvement est toutefois encore très minoritaire, et maints blocages et contradictions empêchent son épanouissement vers un développement durable urbain plus ambitieux. En particulier, l'injustice écologique reste le grand point noir de cette évolution.

**LaRevueDurable : Lier la ville à la Terre, est-ce nouveau ?**

**Cyria Emelianoff :** Sur le plan écologique, oui. L'environnement n'a longtemps été envisagé qu'au niveau régional, avec les nuisances immédiatement visibles. Désormais, les villes s'intéressent à leurs impacts très éloignés dans le temps et l'espace : leurs relations avec des pays lointains, par exemple, ou les effets de leurs polluants sur la planète ou les générations futures. Prendre en compte les émissions de gaz à effet de serre dans la construction ou la réhabilitation d'un quartier, c'est nouveau. L'intérêt pour l'empreinte écologique des villes aussi. Graham Houghton, spécialiste de la ville durable, insiste sur ce lien local-global.<sup>2</sup> Cependant, le grand paramètre pris en compte, c'est l'écocoefficience. Il n'est pourtant pas le seul.

**LRD : L'écocoefficience, c'est la réduction de la consommation d'énergie et des émissions de CO<sub>2</sub>, le choix de matériaux recyclables, etc. ?**

**CE :** C'est un habitat à basse consommation et la gestion cyclique des ressources. Une autre grande

\* Cyria Emelianoff est chercheuse et enseignante à l'Université du Maine, au Mans, en France.



caractéristique des quartiers durables, c'est la perméabilisation des sols et la gestion sur place des eaux pluviales. Ce qui change complètement la morphologie de ces quartiers, qui sont très végétalisés. La perméabilisation permet à la fois de recharger les nappes phréatiques et d'écrêter les crues. On végétalise aussi les toitures pour qu'elles retiennent l'eau de pluie au moins 24 heures. Cela crée un effet tampon qui aide à lutter contre les inondations. Cette question de l'eau est omniprésente.

**LRD : Encore très minoritaire, cette évolution progresse-t-elle ?**

**CE :** L'intégration local-global atteste la professionnalisation des thématiques du développement durable. On sort de l'époque des précurseurs pour aller vers l'internalisation dans les pratiques des architectes et des urbanistes, mais à des degrés d'exigences très divers selon les villes, les pays et les acteurs. Le mot durable est ainsi souvent abusif, puisque seuls quelques critères – énergie, eau, végétalisation et biodiversité – sont pris en considération, ce qui ne suffit pas.

**LRD : Où trouve-t-on ces quartiers durables ?**

**CE :** Il en existe de nombreux aux Etats-Unis, où ils sont appelés « Environmental Friendly ». En climat aride, les villes états-uniennes du Sud généralisent le paysagisme sec, appelé « Xero-scaping », à base de plantes locales qui consomment très peu d'eau. Barcelone travaille aussi dans cette direction.

**LRD : En Europe, où cela bouge-t-il le plus ?**

**CE :** Souvent dans des villes qui ont participé à la campagne européenne des villes durables<sup>3</sup> et qui essaient de rester pionnières pour continuer à décrocher des crédits européens et démontrer la viabilité de leurs choix dans un contexte de compétitivité territoriale accrue. Tout en revitalisant leur développement économique, Hanovre, Malmö et Barcelone, villes leaders dans la campagne européenne, se créent un profil particulier, écologique, durable. Affirmant, du coup, leur place sur la scène européenne. Cet engagement dans le développement durable leur permet à la fois de faire une démonstration politique et de jouer sur un registre particulier d'attractivité et de compétitivité, à des doses différentes selon les villes.

**LRD : Et quels sont les pays leaders ?**

**CE :** L'Allemagne et les pays scandinaves, la Suède en particulier, la Norvège beaucoup moins, sont en pointe en matière d'écocoefficience. En France, en Espagne et en Italie, la réflexion sur les quartiers durables débouche sur une conception plus culturelle de l'urbanisme. En Italie, on trouve des initiatives très intéressantes sur le



patrimoine, l'espace public, la qualité de vie ou l'environnement sensoriel. En fait, le Sud et le Nord sont complémentaires pour éviter les dérives trop techniques. Mais les réalisations restent peu nombreuses au Sud, en France en particulier.

**LRD : Pouvez-vous en citer quelques-unes ?**

**CE :** Le quartier des Capucins à Angers, mais ce projet est ambigu parce qu'une rocade de déviation doit le traverser. Il y a l'idée de faire un quartier durable à Nantes, mais le projet urbain étant engagé depuis dix ans, il est difficile de modifier sa trajectoire, et l'esprit des architectes et des paysagistes qui y ont travaillé. On se contente donc d'aller vers de la basse consommation énergétique et de développer une optique de densification urbaine. Par ailleurs, beaucoup de villes s'interrogent, mais sans que, pour l'instant, cela débouche sur de l'opérationnel.

**LRD : Peut-on aménager ou rénover d'anciens quartiers avec cette volonté de lier le local au global ?**

**CE :** Les villes européennes sont pour l'essentiel construites. Les enjeux les plus lourds portent donc sur la réhabilitation de l'existant. Mais plus ardues à mettre en œuvre, ces expériences sont beaucoup plus rares. Il est très difficile de désimpermeabiliser un quartier, par exemple. Elles sont aussi beaucoup plus coûteuses – les surcoûts sont encore plus élevés que pour le neuf – et il y a moins de fonds disponibles pour

elles. En France, les HLM ont essayé de réhabiliter des quartiers d'habitats modernes, sans grand succès : la volonté est trop faible. La Suède, en revanche, commence à faire de la réhabilitation écologique de quartiers d'habitat social. A Malmö, la réhabilitation entreprise en 1998 d'un quartier dégradé (souvent inondé) a fait chuter le renouvellement des habitants du quartier. La compagnie publique de logements a engrangé un bénéfice au total de plus d'un million d'euros dans l'opération. Lorsqu'il y a de fortes vacances dans un quartier très stigmatisé, sa requalification peut donc passer par l'écologie. Mais les contextes suédois et français sont très différents.

*La question de l'eau est omniprésente*

### De la charte d'Athènes à la charte d'Ålborg

**LRD : La seconde évolution qui atteste l'émergence d'un urbanisme durable que vous retenez concerne la remise en cause de la charte d'Athènes : pouvez-vous expliquer pourquoi ?**

**CE :** Les principes de l'urbanisme moderne du Corbusier repris dans la charte d'Athènes étaient déjà très critiqués. Le développement durable a enfoncé le clou, attaquant en tout premier lieu l'hypermobilité liée à la séparation des fonctions urbaines. En France, le principe du zonage a été appliqué d'une manière extraordinaire, ce qui a très fortement augmenté les besoins en mobilité pour aller d'un lieu fonctionnel (résidence, centre commercial, travail, etc.) à un autre.

### La ville durable, un modèle émergent

Cyria Emelianoff a fait sa thèse avec Jean-Paul Deléage dans les années 1990 sur l'émergence de la ville durable en s'appuyant sur la Campagne européenne des villes durables pour montrer l'apparition d'un développement durable urbain à partir de cas concrets. « J'ai étudié trois villes qui n'étaient pas des villes modèles ou leaders : Gdansk en Pologne, Porto au Portugal et Strasbourg en France. L'idée était de montrer

l'internalisation de la problématique dans des lieux d'Agendas 21 forts, comme à Gdansk. Il y a là une station balnéaire très connue, qui avait d'énormes problèmes de qualité des eaux de ses plages. Il fallait agir. L'Agenda 21 a permis de fermer les exutoires sauvages pour récupérer la qualité des eaux. L'enjeu économique était aigu. A Porto, il y a une école d'architecture régionaliste très intéressante. »

Philosophe de formation, Cyria Emelianoff a ajouté à son bagage la sociologie, l'océanographie et la géographie. Sa recherche continue de porter sur le développement durable urbain en Europe. « Je me suis toujours intéressée à l'élargissement européen et à l'Europe de l'Ouest et de l'Est. Je saisis chaque opportunité pour aller voir ce qui se passe à l'Est, en Pologne, en Bulgarie, en Russie. Ce qui m'intéresse, c'est la di-

versité des expériences et leur percolation. Tous les Nantais et les Angevins qui s'occupent de développement durable vont à Fribourg-en-Brisgau s'imbiber de ce qui s'y fait. L'urbanisme a toujours fonctionné par des opérations pilotes présentées lors d'expositions internationales. Les gens s'en inspirent puis agissent avec des exigences moindres, mais qui intègrent certains paramètres. »

LRD





►►► **LRD : Pourquoi ces principes ont-ils si bien pris en France ?**

**CE :** Parce qu'ils sont très égalitaires et applicables à n'importe quel type de territoire. En outre, tout comme l'URSS, qui a aussi très fortement appliqué ces principes, la France est un pays centralisé qui prend des décisions à grande échelle. Mais en générant une hypermobilité qui fragmente les temps de vie et s'oppose à la durabilité, le zonage a généré un consensus contre lui, prônant la mixité fonctionnelle et sociale. C'est un point directeur du *Livre vert sur l'environnement urbain* de la Commission européenne, qui paraît en juin 1990<sup>4</sup> et marque le début de la campagne européenne des villes durables. Les quartiers durables cherchent ainsi à panacher de façon systématique emplois et logements. Le nombre d'emplois y est souvent supérieur ou égal au nombre de logements. Cette mixité fonctionnelle est très planifiée. En Allemagne, des entreprises sont démarchées avant la construction du quartier pour qu'elles s'y implantent. Sont aussi prévus des locaux associatifs et de petits commerces de proximité.

**LRD : Quelles sont les autres critiques de la charte d'Athènes ?**

**CE :** L'autre grande critique porte sur le principe de la table rase : l'idée qu'il existerait un urbanisme idéal conçu par des experts, un modèle totalement affranchi de l'histoire et de la géographie. Rédigée dans le prolongement du *Livre vert sur l'environnement urbain*, la charte d'Ålborg prend le contre-pied radical de ce principe, préconisant une attitude beaucoup plus patrimoniale et pragmatique. Ce qui fait la valeur de la ville et accroît le bien-être urbain, dit-elle, c'est sa culture. En corollaire, l'idée est de faire de l'urbanisme participatif. Mais en pratique, les élus ne jouent pas le jeu.



**LRD : A ces deux critiques, il faut ajouter celle de l'hygiénisme.**

**CE :** En effet : le mouvement hygié-

niste a stigmatisé la densité dans les centres-villes, qui était très forte. Mais on a tellement bien dédensifié que le problème s'est inversé : il est aujourd'hui de maîtriser l'étalement urbain.

**LRD : Des expériences probantes s'amorcent-elles sur ce plan ?**

**CE :** Des politiques de densification se mettent en place. En France, Nantes s'en revendique. En Scandinavie, en Finlande en particulier, des expériences ont lieu. Il faut aussi noter que les quartiers durables réhabilitent l'habitat dense en valorisant l'urbain sur le terrain symbolique autant que qualitatif. Le but est de prouver que l'habitat dense peut être attractif. Les quartiers durables sont ainsi souvent contigus à un grand espace de nature. Viikki, à Helsinki, jouxte une réserve naturelle organisée autour de marais. Riesenfeld, à Fribourg-en-Brisgau, donne sur un immense espace ouvert, en partie classé en réserve. Kronsberg, à Hanovre, est branché sur la trame verte de l'agglomération. Un scénario similaire se répète à Malmö. Cette volonté d'offrir un contact avec une nature à proximité immédiate peut faire accepter la densité relative de ces quartiers. Relative, car il y a des maisons de ville, des immeubles de deux ou trois étages. Ce n'est donc pas la densité à la Hausmann. L'idée est de donner envie aux habitants de revenir vivre en ville, de leur montrer qu'ils peuvent même avoir un petit jardin privé, un espace intime à l'intérieur d'un quartier relativement dense.

**LRD : Cette volonté, c'est la troisième grande évolution, celle de la ville comme lieu où l'on se sent bien.**

**CE :** A mon avis, c'est le nerf de tout développement durable urbain. C'est évidemment très difficile, car la qualité de vie en milieu urbain ne répond pas du tout au niveau d'exigence de la demande sociale.

**LRD : Justement, est-il possible de répondre à une telle exigence ?**

**CE :** Il est très difficile à des familles avec enfants de vivre dans les centres métropolitains qui ne sont pas requalifiés. Or, les quartiers durables sont des timbres-poste à l'échelle des aggro-

## Entre études de cas et synthèse

« J'ai une approche empirique calée sur des expériences de terrain. Elles sont multiples, avancent à toute allure, sont très peu connues et très peu capitalisées, car ce terrain est peu investi. Mon travail est de recueillir ces expériences, parce qu'il y a un grand besoin de capitalisation pour savoir comment mettre en œuvre un développement durable urbain. Je tire toutes mes réflexions théoriques en comparant ces terrains.

J'étudie les quartiers durables, les politiques de densification, etc. J'identifie les villes qui avancent. Puis j'interviewe des acteurs pour voir pourquoi et comment ils ont mis en place telle ou telle initiative. J'étudie des villes de toutes tailles, mais les plus grandes sont plus engagées, ont plus d'expertise et de moyens. »

« Les chercheurs ont des approches souvent thématiques, par exemple la mobilité. On trouve aussi des choses sur les

indicateurs, les méthodes, les documents de planification, mais peu de visions holistes qui tentent de synthétiser les tendances. Faire un travail de synthèse comme j'essaye de le faire, c'est difficile, car la réalité avance plus vite que ma capacité d'observation. Et je ne peux examiner que quelques cas. L'autre limite, en Europe, ce sont les langues. Les documents sont très peu traduits. En Allemagne, presque rien n'est traduit. »

LRD

mérations. Ils offrent des paysages exceptionnels, très végétalisés, où l'on se sent bien, relaxé. Mais ce sont des poches dans une agglomération qui subit quantités de nuisances. En vérité, on ne requalifiera pas les villes sur le plan écologique sans revoir la place de l'automobile et tout le système de circulation. On peut imaginer des étoiles ferroviaires, des parkings de rabattement et des transports en commun qui irriguent les tissus plus denses en évacuant une partie de l'espace consacré à l'automobile. La question de la requalification écologique qui privilégie l'environnement sensible, perceptible, vécu, est inséparable de celles de la desserte et du transport.

**LRD : Ces poches ont tout de même le mérite d'exister. On ne peut pas en dire autant d'une « quatrième » évolution qui, elle, n'a pas lieu : le lien entre l'écologie et le social. Sur ce plan, c'est l'échec.**

**CE :** L'étanchéité persiste entre ces deux domaines. Les inégalités écologiques sont le parent pauvre du développement durable urbain alors que le rapport Brundtland, la charte d'Ålborg et la plupart des documents qui traitent de développement durable urbain identifient très bien le problème. L'objectif de réduire les différentiels de qualité de vie est explicite dans les principes du développement durable. Pourtant, en pratique, rien n'est fait, tant les blocages sont puissants. L'Union des offices HLM,

*L'habitat dense peut être attractif*

## Savoirs incarnés et hiérarchie des savoirs

« La recherche est en retard sur les acteurs locaux, qui en savent plus que les chercheurs. Il y a davantage de savoirs sur le développement durable urbain dans les villes que dans la littérature qui en traite. Le savoir incarné se recueille par la recherche empirique, de terrain. Le savoir est épars. Entre aussi en jeu une question de pouvoir des élus, des administrations, des universitaires, qui tendent à disqualifier ces savoirs. Il y a un déni de représentativité des idées de la société civile par les élus, et des savoirs locaux par les services administratifs et les universitaires. Reconnaître pleinement les savoirs des uns et des autres, des habitants par exemple, c'est un vaste chantier pour la démocratie urbaine : il faut sortir de l'ordre de la parole pour aller dans celui du faire, coconstruire la ville différemment avec les habitants qui, de fait, font des choses invisibles. Ce sont aussi les pratiques ordinaires qui créent l'écologie urbaine, comme le montre Nathalie Blanc<sup>1</sup>. Il y a quelque chose de fondamentalement problématique dans la hiérarchie des savoirs. « Tous les savoirs sont égaux en droit », dit Michel Serres<sup>2</sup>. Le fonctionnalisme, c'est une seule raison appliquée partout. Aujourd'hui, il faut intégrer plusieurs types de raisons. Il faut déhiérarchiser et lier les savoirs. »

LRD

<sup>1</sup> *Les animaux et la ville*, Odile Jacob, 2000.

<sup>2</sup> *Atlas*, Juillard, 1994.

par exemple, a un impératif d'intégration du développement durable, mais toute sa culture la conduit à considérer le social comme une urgence et à ne pas croire à cette nouvelle exigence.

**LRD : Comment se manifeste ces inégalités écologiques ?**

**CE :** Lorsqu'on visite certaines banlieues aisées de l'agglomération parisienne, on tombe sur des quartiers où la voiture est quasiment bannie, où l'espace public n'est pas fermé, avec des bancs, etc. On a l'impression d'être dans un quartier durable tant il est végétalisé. On se dit alors que les promoteurs et les urbanistes ont très bien intégré les critères écologiques qui ont trait à la qualité de vie. Mais si, ensuite, on se rend à Saint-Denis

ou dans la banlieue Est de la première couronne parisienne, on observe des environnements laissés à eux-mêmes, avec un cumul de nuisances : proximité d'une infrastructure, passif de sols pollués, forte désindustrialisation, faible végétalisation, bruit. En fait, on peut dire que les quartiers durables accroissent les différentiels de qualité de vie à l'échelle de l'agglomération. Même s'il y a

souvent une mixité sociale dans ces quartiers, la priorité de l'intervention publique ne porte pas sur la remise à niveau de lieux quasi sinistrés. En revanche, on crée des environnements idéaux, des vitrines écologiques. Certes, ces vitrines aident à élaborer de nouvelles techniques, prouvent qu'on peut concilier densité et végétalisation et rendre l'habitat urbain attractif. Mais valables à l'échelle du quartier, elles augmentent les contradictions du développement durable à l'échelle de l'aire urbaine.

**LRD : Comment remédier à cette situation ?**

**CE :** Les problèmes empirant, la pression écologique s'accroît. Mais pour l'instant, contrairement au contexte états-unien, aucune association en Europe ne revendique le droit à la justice écologique. Alors que les problèmes de santé sont énormes (l'asthme, par exemple), on met un couvercle dessus et personne ne s'en saisit. Pourtant, la pression sur l' élu fonctionne très bien. En attendant, l' élu n'a pas de pression, ni de la base ni du haut.

## Obstacles et difficultés

**LRD : Vous parlez de conquérir des « espaces d'autodétermination » dans les villes pour faire avancer la cause du développement durable urbain : que voulez-vous dire ?**

**CE :** Les villes définissent souvent leurs politiques à partir des grandes tendances du moment, délaissant un développement plus endogène. Il fut un temps où toutes les grandes villes voulaient un Central Business District. A Strasbourg, il était question de construire un World Trade Center plus haut que la





12

► cathédrale. Heureusement, les oppositions ont eu raison de ce projet. Aujourd'hui, à partir d'une réalité, la métropolisation est devenue un mot d'ordre, et les villes construisent des pôles de compétitivité. Elles font peu confiance à une économie locale qui s'emploierait à développer les ressources sociales, patrimoniales, écologiques et culturelles d'un territoire, autant de niches fondamentales pour de petites entreprises pourvoyeuses d'emplois. Il est toutefois vrai que la globalisation met de plus en plus de pression sur l'économie. Et sans doute est-il plus difficile de construire un dynamisme économique en valorisant des ressources autres que celles qui fondent les recettes du type pôle de compétitivité et technopôles. Des formes plus endogènes de développement passent par une relocalisation de l'économie. Des villes suédoises y travaillent. Elles incitent les habitants à acheter des produits alimentaires régionaux.

**LRD : En Suisse, le canton de Genève fait la même chose.**

**CE :** Ces initiatives sont très intéressantes. Elles sont encore peu développées en France en milieu urbain.

**LRD : Les Agendas 21 sont-ils une piste ?**

**CE :** Ils ont le mérite de sensibiliser. Ils sont le lieu de microprojets écologiques ou sociaux, qui concernent souvent la proximité, le quartier, portés par des habitants et coconstruits avec la ville. Lorsqu'ils sont le fait de groupes d'habitants, comme en Allemagne, ils induisent une réappropriation politique de la ville et des formes d'autogestion. Le problème est que ces Agendas 21 sont souvent déconnectés des politiques urbaines lourdes : planification, transport, choix économiques. Ils donnent donc une petite marge de manœuvre, une soupape aux forces vives du territoire, mais qui reste très limitée.

**LRD : Quels exemples de bonne pratique de délibération avec les habitants des villes avez-vous à l'esprit ?**

**CE :** Enormément d'initiatives associatives sont à l'origine de pratiques et de formes d'aménagement du milieu qui vont dans

le bon sens. Mais l'idée domine que seule la puissance publique a le pouvoir de faire, en prenant éventuellement l'avis des associations. C'est le problème du monopole de l'action par les pouvoirs publics qui ne reconnaissent pas les savoirs et les initiatives des habitants. Il serait pourtant intéressant qu'ils appuient des actions qui aideraient à aménager l'espace public mais qui, faute de soutien, périssent. Les Scandinaves accordent plus de crédit à l'expertise des associations et des habitants. Ils les considèrent comme de vrais partenaires, qui ne sont pas juste là pour entériner ou non une décision dont la réalisation revient à la municipalité. La réhabilitation écologique du quartier d'habitat social à Malmö s'est faite avec des habitants, qui ont réalisé eux-mêmes les aménagements. Ils ont conçu des systèmes de gestion des eaux pluviales à ciel ouvert. La municipalité a même embauché des habitants. On a reconnu leur expertise, leurs savoir-faire. Il faut sortir de la démocratie de parole et reconnaître les savoirs locaux, ceux des habitants.

**LRD : Pourquoi avez-vous autant étudié en Scandinavie ?**

**CE :** Lorsqu'on réfléchit au développement durable urbain, il est important de connaître des expériences robustes. Il est donc naturel d'aller là où des expériences probantes ont lieu, qui montrent de nouvelles façons de faire ou des évolutions sensibles, dont on peut s'inspirer. Or, on les trouve en particulier en Scandinavie et en Allemagne. Rester en France, c'est s'enfermer dans des désillusions, l'impression de piétiner, de tourner en rond sans perspective. Aller étudier des expériences européennes, c'est se donner des horizons, même si elles ne sont pas transférables telles quelles. ■

1 *L'urbanisme durable en Europe : à quel prix ? Ecologie et politique, déc. 2004 (29) : 13-36.*

2 *Haughton G, Hunter C. Sustainable Cities, Jessica Kingsley Publishers, London, 1994.*

3 *La campagne européenne des villes durables comprend les villes signataires de la chartre d'Ålborg. Elle inclut près de 2000 communes qui échangent régulièrement leurs expériences et leurs bonnes pratiques.*

4 *Rapport commandé par Carlo Ripa Di Meana, à l'époque Commissaire européen pour l'environnement.*

## Refus culturels et politiques

« En termes de communication et de pédagogie, les indicateurs ou l'empreinte écologique sont des outils intéressants. Mais un outil ne pallie jamais l'absence de volonté politique. Or, engager une expérience de développement durable, c'est une question de volonté politique. L'évaluation dont on a besoin peut être qualitative, notamment sociologique. Il faut com-

prendre les blocages, pourquoi les services ne jouent pas le jeu, où cela coince. Il n'est pas indispensable d'avoir des paramètres quantifiés, car on ne peut pas quantifier la durabilité, qui reste un horizon politique très lointain. On ne peut quantifier que des choses très sectorielles, la baisse de la consommation d'énergie ou la réduction des gaz à effet de serre, par exemple.

Le quartier du Kronsberg, à Hanovre, génère 80 % de gaz à effet de serre de moins qu'un quartier normal. Preuve que ce type de quartier peut avoir des impacts très positifs. Mais l'indicateur sert plus à communiquer qu'à pousser à l'action. Il est courant, dans les municipalités, d'utiliser le prétexte du manque d'outils et de méthodologie pour ne rien faire. Et

au nom de l'expertise et de la non-faisabilité technique, on refuse des solutions. En réalité, c'est un refus politique ou culturel. Quand on s'intéresse au développement durable urbain, on se documente, on comprend la philosophie et la vision qu'il y a derrière. Ensuite, les actions et les moyens, on les trouve. »

LRD